

RÉFORME DES RETRAITES

LA CFE-CGC MOBILISÉE CONTRE UN PROJET GOUVERNEMENTAL INUTILE ET DANGEREUX

UNE REFORME INJUSTE, MOTIVÉE PAR DES MOTIFS FINANCIERS

Depuis de nombreuses semaines, la CFE-CGC pointe les dangers du projet. Elle insiste notamment sur :

- Les conséquences néfastes pour les femmes, grandes perdantes de la réforme,
- Les effets sur le montant des pensions de la prise en compte des salaires sur toute la carrière plutôt que sur les 25 meilleures années,
- Le déficit programmé qu'entraînera le changement de l'assiette de cotisation (3 milliards d'euros par an),
- Le maintien nécessaire du pilotage et de la gestion des régimes de retraite par les partenaires sociaux.

Malgré les réunions de concertation, les échanges et les propositions de la CFE-CGC pour faire évoluer le projet, rien n'a bougé : le gouvernement campe sur ses positions, alors que sous couvert de justice sociale, le projet répond à un objectif unique: faire baisser le poids des pensions dans le PIB.

LA CFE-CGC DEMANDE UNE ÉTUDE D'IMPACT ET LE RESPECT DE LA CONSTITUTION

Les études et les chiffrages qui se succèdent montrent, sans équivoque, que le système qui va être mis en place est dangereux. Au final il va mettre en péril et peut-être faire disparaître les fondements du régime de retraite par répartition. A l'approche du Conseil des ministres qui doit examiner le projet de loi, la CFE-CGC n'a toujours pas en sa possession les éléments qui lui permettraient de savoir combien la réforme va coûter, comment elle va être financée et quelles seront les populations les plus concernées...

François Hommeril a de nouveau demandé une étude d'impact :

« C'est obligatoire, la loi l'exige. Or le gouvernement ne le fait pas. Ou pire encore, il l'a, mais refuse de nous donner les résultats. Parce que ces éléments ne feront que confirmer ce que nous disons. Il n'y a aucun élément chiffré de la part du gouvernement qui vienne nous dire que l'on se trompe. » Que faire dans cette impasse ? « Nous allons demander l'application de la loi et de la Constitution pour que le gouvernement se justifie. »

LE GOUVERNEMENT NE RESPECTE PAS LES PARTENAIRES SOCIAUX

Rien ne semble ébranler le gouvernement, dans sa décision d'aller jusqu'au bout du projet, faisant fi de l'opinion publique et des syndicats qui s'opposent au projet et pourtant majoritaires.

« Il est inquiétant de constater que le pouvoir considère la majorité qui s'oppose à son opinion avec autant de dédain. Le gouvernement ne respecte pas les partenaires sociaux », a affirmé le président de la CFE-CGC.

Face à tant de rigidité et de communication biaisée, la CFE-CGC continuera de dénoncer ce projet tout au long du processus parlementaire auprès des députés et sénateurs.

La CFE-CGC appelle à faire du 24 janvier, date du Conseil des ministres qui doit examiner le projet de loi, une journée de manifestation interprofessionnelle.